

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1094>

# **Le Domota : Le capitalisme conduit inexorablement à la barbarie**

- Dossier spécial LKP - Interviews -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : vendredi 18 septembre 2009

Mis à jour le : vendredi 18 septembre 2009

---

**UGTG.org**

---

PrÃ©sent au parc de La Courneuve le week-end dernier, le leader du LKP faisait lâ€™ son premier voyage sur le continent depuis les Ã©vÃ©nements aux Antilles.

Il s'agit de la FÃ©tÃ© de lâ€™HumanitÃ©, comme un poisson dans lâ€™eau. Pour son premier dÃ©placement dans lâ€™Hexagone depuis le puissant mouvement qui a dÃ©ferlÃ© sur les Antilles au dÃ©but de lâ€™annÃ©e 2009, Ã‰lie Domota, le porte-parole du collectif Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP), a rÃ©pondu positivement Ã  lâ€™invitation de lâ€™HumanitÃ© et des communistes guadeloupÃ©ens, familiers de la FÃ©tÃ©. Samedi soir, lâ€™agora Ã©tait comble pour ce retour sur une mobilisation sociale qui permet, au terme de quarante-quatre jours de grÃ¢ve, de faire plier le patronat et le gouvernement. Au prÃ©sident du syndicat USTKE, GÃ©rard Jodar, et cinq autres militants purgent actuellement des peines de prison ferme Ã  la prison du Camp est, Ã  NoumÃ©a. Tous ont insistÃ© sur la tension sociale qui rÃ©gne outre-mer, aggravÃ©e, selon eux, par la pÃ©rennitÃ© des « rapports coloniaux » que la France continue d'entretenir avec leurs pays. Une aspiration Ã  lâ€™Ã©mancipation qui s'est doublÃ©e, chez tous les intervenants, d'une mise en cause radicale d'un systÃ©me capitaliste qui fait primer la rentabilitÃ© sur lâ€™humain, exploite, asservit, dissout les singularitÃ©s.

Le porte-parole du LKP guadeloupÃ©en accuse lâ€™Ã©tat de ne pas tenir ses engagements. Et met en garde contre une possible reprise de la mobilisation sociale dans lâ€™Ã©le.

Vous avez prÃ©venu, Ã  la FÃ©tÃ© de lâ€™HumanitÃ©, que la mobilisation sociale pourrait reprendre en Guadeloupe. En quoi lâ€™Ã©tat ne respecte-t-il pas ses engagements aprÃ©s les accords signÃ©s en mars dernier ?

**[JPEG]Ã‰lie Domota.** Prenons lâ€™exemple du prix des carburants. Il est prÃ©vu, dans le protocole du 4 mars, que lâ€™Ã©tat fasse rembourser les sommes qui nous ont Ã©tÃ© extorquÃ©es et que cet argent vienne alimenter un fonds pour la formation professionnelle des jeunes. Ce fonds n'a jamais vu le jour. Il Ã©tait prÃ©vu que soit mis un terme au prÃ©lÃ©vement de certaines taxes illÃ©gales, et que nous soyons remboursÃ©s. Cela n'a pas Ã©tÃ© fait. Il Ã©tait prÃ©vu que soit mis un terme Ã  cette histoire d'Ã©vaporation de lâ€™essence qui contraint le consommateur Ã  payer pour une essence qui n'existe pas. De ce cÃ´tÃ© lâ€™Ã©tat n'a rien fait. Nous nous Ã©tions mis d'accord sur un vÃ©ritable contrÃ¢le de la structuration des prix, associant tous les acteurs concernÃ©s, pour parvenir Ã  une transparence totale sur les prix et lâ€™origine du carburant. LÃ  encore, rien n'a Ã©tÃ© fait. Au contraire, lâ€™Ã©tat prÃ©voit une augmentation des prix des carburants. Ce n'est pas normal. Autre exemple, celui des salaires. L'accord Jacques-Bino prenait pour base de calcul le salaire de base, hors primes, hors accessoires. Or, pour le versement des 100 euros pris en charge par lâ€™Ã©tat par le biais du RSTA, la SÃ©curitÃ© sociale doit prendre en compte les primes et les accessoires de salaires. Ce qui exclut plusieurs centaines de salariÃ©s, jugÃ©s inÃ©ligibles au RSTA, alors que les employeurs, se basant sur lâ€™accord Jacques-Bino, ont versÃ© leur quote-part des 200 euros.

On peut également citer l'exemple des prix. Pour compenser la baisse des prix de certains produits, la grande distribution est arrogante des augmentations sur d'autres références. Un rapport de l'autorité de la concurrence révèle pourtant que nous avons totalement raison. Ni l'octroi de mer ni le coût du transport ne peuvent justifier de telles marges. Il y a véritablement une « profitation ».

L'autorité de la concurrence le reconnaît. Que fait l'État ? Alors qu'il s'agit d'engager à mettre des brigades d'inspecteurs sur le terrain, à sanctionner les déviances, l'État ne fait absolument rien. En fin de compte, il se retrouve aujourd'hui dans la position de garant de la profitation. Nous n'acceptons pas cette situation. M. Sarkozy aime à répéter que la signature est un engagement, qu'il faut respecter la parole donnée. Nous disons donc à l'État : respectez vos engagements. Autrement, nous serons obligés de redescendre dans les rues.

**L'accord interprofessionnel Jacques Bino sur les salaires a été contesté, dès le départ, par le MEDEF, très hostile au préambule évoquant une « économie de plantation ». Où en est-on de l'extension de l'accord ?**

**lié Domota.** L'accord a été signé le 3 avril par M. Hortefeux, alors ministre des Affaires sociales. Mais cette extension-là montre bien que le gouvernement est au service du MEDEF. L'accord Jacques Bino initial comprenait une clause de convertibilité. Celle-ci prévoyait que les entreprises reprennent, au bout de douze mois, les 50 euros versés par les collectivités et, au bout de trois ans, les 100 euros versés par l'État.

Lors de la demande du MEDEF, organisation patronale pourtant minoritaire en Guadeloupe, cette clause de convertibilité a été supprimée. Dès lors cette situation absurde : les 50 000 personnes concernées par la signature de l'accord Jacques-Bino initial bénéficieront de cette clause de convertibilité. Mais pas les 30 000 autres, couvertes par cette extension qui leur fera perdre 50 euros dans douze mois et 100 euros dans trois ans. Pour faire plaisir au MEDEF, le gouvernement a introduit une discrimination entre les salariés, mais aussi au niveau des employeurs. On peut dire qu'il y a distorsion de concurrence, puisque certains employeurs vont payer, alors que ceux qui ont refusé de négocier et de signer ne payeront pas. On voit bien là la connivence, la complicité, entre le MEDEF et l'État français.

**Le mouvement contre la « profitation » a mis en cause les « rapports coloniaux » qui lient selon le LKP la Guadeloupe à l'Hexagone. Comment dépasser ce type de rapports ?**

**lié Domota.** Il faut changer radicalement ces rapports, ouvrir véritablement le débat. Cela concerne l'économie, la répartition des richesses, la formation, l'éducation, etc. La situation sociale qui prévaut en Guadeloupe ne peut s'expliquer sans évoquer le caractère colonial des liens qui unissent la Guadeloupe à la France. Beaucoup refusent de l'admettre, car ils bénéficient d'un certain nombre de privilèges. Mais nous, en bas de l'échelle, nous leur disons que nous sommes, comme eux, des êtres humains. Nous avons, nous aussi, le droit d'accéder au savoir, aux responsabilités. Et nous allons nous battre pour cela.

**Les yeux, la droite sarkozyste au pouvoir est-elle mue par l'idéologie colonialiste ?**

**lié Domota.** L'ordre colonial est toujours là, il a perdu au gré des alternances politiques. Ce système-là, il faut le faire bouger, le faire exploser. Aujourd'hui, la Guadeloupe produit essentiellement de la canne et de la banane. Ce sont des cultures d'exportation, typiquement coloniales, qui ne sont pas destinées à nourrir les Guadeloupéens. Il faut transformer notre agriculture, la destiner prioritairement à nourrir les Guadeloupéens. D'autres choses sont à revoir. Nous avons un taux d'échec scolaire préoccupant. Le taux de chômage des jeunes atteint pratiquement les 60 %. Nous sommes vice-champions d'Europe du chômage des jeunes. Tout cela doit nous interroger sur les liens qui nous unissent à la France.

On le voit bien, ce sont des liens qui nous infÃ©riorisent, nous assujettissent.

**Vous avez fortement dÃ©noncÃ© les discriminations pendant le mouvement. OÃ¹ en est-on aujourdâ€™hui ?**

**Àlie Domota.** Nous ne constatons pas mÃªme un dÃ©but de rÃ©solution de ce problÃ¨me. M. Sarkozy a nommÃ© une ministre des DOM-TOM guadeloupÃ©enne, qui se trouve Ãªtre, comme par hasard, la fille de Mme Michaux-Chevry. Sa promotion, pour nous, ne change rien, puisquâ€™elle est, elle aussi, au service du grand capital. Nous avons exigÃ©, pendant le mouvement, une politique pour la jeunesse et lâ€™insertion durable des jeunes. LÃ  dessus, lâ€™accord du 4 mars prÃ©voyait un plan dâ€™urgence pour la formation et lâ€™insertion des jeunes. Or sur ce front non plus, rien, absolument rien nâ€™a Ã©tÃ© fait. En fait, lâ€™Ã©tat traÃªne dÃ©libÃ©rÃ©ment des pieds pour permettre aux capitalistes et aux bÃ©nÃ©ficiaires de se refaire une santÃ©. Mais le peuple guadeloupÃ©en ne se laissera pas bernier ainsi sans rien faire.

**Le systÃ¨me capitaliste traverse actuellement une crise historique. Peut-on dire que le mouvement contre la pwofitasyon avait une dimension de remise en cause des logiques de ce systÃ¨me ?**

**Àlie Domota.** Oui, bien entendu. Le capitalisme et les rapports de domination capitalistes conduisent inexorablement À la barbarie. Ce systÃ¨me protÃ©ge les privilÃ©ges de ceux qui passent leur temps À marcher sur les plus faibles au nom de la compÃ©titivitÃ©, de la toute-puissance du marchÃ©. En face, on nous demande dâ€™Ãªtre Ãª « raisonnables Ãª ».

Câ€™est-Ãª -dire, en rÃ©alitÃ©, dâ€™accepter sans broncher les bas salaires, les licenciements, la casse des acquis sociaux au nom dâ€™une prÃ©tendue Ãª « responsabilitÃ© Ãª ». M. Sarkozy nous montre la vraie nature de ce systÃ¨me. Je ne suis pas fondamentalement un pro-RSA. Mais je constate quâ€™il a cherchÃ© pendant des mois 1 milliard dâ€™euros pour financer le RSA. Le mÃªme, en moins de deux heures, a mobilisÃ© 360 milliards pour les banquiers. Ces mÃªmes banquiers qui se distribuent aujourdâ€™hui lâ€™argent entre eux sous forme de bonus famineux. M. Sarkozy a convoquÃ© les banquiers le 25 aoÃ»t dernier. Ils sont sortis de son bureau tout sourires.

Comment ne pas voir lÃ  une connivence entre lâ€™Ã©tat et les milieux financiers ? Ce quâ€™il faut faire Ãª notre sens aujourdâ€™hui, câ€™est se mettre ensemble, dans lâ€™unitÃ© et la solidaritÃ© les plus larges. Que les gens descendent dans les rues, envahissent lâ€™espace public pour dire trÃ¨s clairement, dans un mouvement dÃ©terminÃ© et engagÃ©, quâ€™ils en ont marre de ne bÃ©nÃ©ficier que de miettes. Certains sâ€™en mettent plein les poches, Ãª ne plus savoir quâ€™en faire. Cet argent doit bÃ©nÃ©ficier Ãª la majoritÃ©. Il faut que tout le monde puisse vivre.

**Lâ€™unitÃ© sans faille affichÃ©e par le collectif LKP pendant la grÃ¨ve est-elle toujours de mise ?**

**Àlie Domota.** Le LKP nâ€™est pas un mouvement spontanÃ©. Câ€™est une accumulation, une addition de luttes, de victoires, de dÃ©faites, dâ€™expÃ©riences qui remontent Ãª des dizaines dâ€™annÃ©es. Chacune des organisations membres du LKP avait dÃ©jÃ participÃ©, Ãª un moment ou Ãª un autre, Ãª un travail unitaire. Nous avons montÃ© ensemble, en 2004, un comitÃ© de lutte contre la rÃ©pression antisyndicale. Nous travaillons ensemble depuis 2002 sur une plate-forme commune de la classe ouvriÃ¨re. Nous faisons des 1er mai ensemble depuis le dÃ©but des annÃ©es 1990. Sâ€™unir, tous ensemble, fin 2008, nâ€™a donc pas posÃ© de problÃ¨me majeur. Le LKP est lâ€™aboutissement dâ€™un processus de combats et dâ€™expÃ©riences.

**Vous avez participÃ© pour la premiÃ¨re fois cette annÃ©e Ãª la FÃªte de lâ€™HumanitÃ©. Quelles sont vos impressions ?**

Àlie Domota. Des impressions extraordinaires. Ce que j'apprécie, c'est cette mixité de personnes de toutes les couleurs, de toutes les origines, de toutes les cultures. On passe des concerts aux débats, en passant par des moments de rencontres, d'échanges culturels autour de repas. C'est fabuleux. J'ai rencontré une foule de gens : des Mauritaniens, des Gabonais, des Ivoiriens, des Français, des militants du PCF, de la CGT ou d'autres syndicats. J'ai découvert un brassage que je n'avais jamais vu ailleurs. Tout cela dans une ambiance très conviviale. Voir ainsi des centaines de milliers de personnes en un même lieu, c'est incroyable.

J'ai été très impressionné, aussi, de l'écho rencontré par notre lutte. Comme si notre combat avait transmis de la force à d'autres, à des milliers de kilomètres. Tout ce que je peux souhaiter, c'est que les travailleurs français et leurs organisations puissent se mettre ensemble pour lutter ensemble, dans un mouvement qui aille au-delà d'une journée. Le gouvernement et les capitalistes ne craignent pas les journées de mobilisation sans suite. Pour les obliger à négocier, pour instaurer un véritable rapport de forces, propre à les faire plier, il faut aller vers des grèves reconductibles.

**Entretien réalisé par Rosa Moussaoui**

[L'Humanité](#), vendredi 18 septembre 2009